

Questions orales

M. Stevens: Pourtant de nombreux spécialistes du marché hypothécaire appartenant au secteur privé pensent qu'un tel organisme représenterait un complément utile sur le marché des hypothèques. Le ministre peut-il nous dire si on a songé à permettre au secteur privé d'investir dans la Bourse fédérale d'hypothèques pour lui donner un regain de vigueur, rendre le marché des deuxièmes hypothèques plus accessibles et, peut-être, réduire les taux hypothécaires?

● (1430)

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, nous n'y avons pas songé. Avant d'entreprendre quelque chose en ce sens, il faudrait savoir si les pouvoirs dont on veut doter les sociétés publiques conviennent aux entreprises privées.

* * *

LES GRAINS**BLÉ—LA NATURE DE L'ENTENTE RECHERCHÉE AVEC LES ÉTATS-UNIS**

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Le ministre peut-il clarifier l'objectif ou la position du gouvernement énoncée lors des récentes rencontres du ministre avec le secrétaire d'État américain à l'Agriculture? Le gouvernement cherchera-t-il à établir une nouvelle entente internationale sur le blé entre le Canada, les États-Unis, probablement l'Australie et peut-être l'Argentine?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous avons toujours cherché à créer les conditions préalables à la signature d'une entente efficace sur les grains entre les pays importateurs et les pays exportateurs du monde entier. Au cours de mes entretiens avec le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Bergland, nous avons exploré ensemble les techniques ou les mécanismes qui permettraient que pareille entente fonctionne. Le député se rappellera que l'entente précédente s'était écroulé devant les pressions de l'offre et la chute des prix. Le Canada est en faveur d'un accord international qui protège nos producteurs contre une concurrence indue et qui assure des réserves lorsque la demande est forte. Nous ne voulons pas nous retrouver dans la situation où nous a mis l'ancien accord.

M. Murta: Les discussions entre le ministre et le secrétaire à l'Agriculture ont-elles portées sur les prix maximal et minimal dans le cadre du nouvel accord? Voici la seconde partie de ma question: le secrétaire à l'Agriculture sera-t-il à Ottawa les 4 et 5 avril? Si oui, le ministre nous dirait-il de quoi on s'entreprendra? Sera-t-il question d'un accord international pour fixer le prix du blé?

[M. Macdonald (Rosedale).]

M. Lang: Monsieur l'Orateur, lors de nos entretiens à Washington, nous ne sommes pas entrés dans les détails de question comme celles des prix maximal et minimal. Nous avons commencé par discuter des méthodes ou mécanismes nécessaires pour assurer que le minimum serait de fait efficace, si l'on en fixe un, sachant que nous tiendrions à avoir d'autres discussions, au niveau des fonctionnaires, comme aussi entre nous avant de prendre des décisions à cet égard. Je crois savoir que le ministre de l'Agriculture a invité le secrétaire Bergland à venir à Ottawa discuter avec lui de diverses questions d'agriculture. J'espère le rencontrer moi aussi à l'occasion de cette visite. Il est possible que nous abordions la question à ce moment-là.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE**LE RÔLE DES NOUVEAUX AVIONS DE CHASSE ENVISAGÉS—LA RÉPARTITION ENTRE LE CANADA ET L'ÉTRANGER DE LA DÉPENSE TOTALE**

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Il a, paraît-il, annoncé que le gouvernement envisageait de consacrer 2 milliards de dollars à l'achat de nouveaux avions de chasse. Contre quelle sorte d'attaque ces chasseurs doivent-ils nous protéger? N'est-ce pas surtout contre une attaque massive sur l'Amérique du Nord par des bombardiers pilotés; n'est-ce pas manquer de sens pratique lorsqu'on vit à l'époque des missiles et lorsque l'ennemi dispose d'une énorme puissance nucléaire de représailles?

L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, les nouveaux avions de chasse, pour l'achat desquels on a autorisé les appels d'offres, permettront à nos forces armées canadiennes de s'acquitter des multiples rôles qu'elles doivent jouer dans la défense et la sécurité de l'Amérique du Nord, ainsi qu'au sein de l'OTAN et ailleurs.

M. Brewin: Si l'on doit dépenser ces 2 milliards de dollars, sans compter le milliard prévu pour les avions patrouilleurs à grande autonomie, quelle tranche de cette somme sera dépensée au Canada et à l'étranger? Quelles conséquences ces énormes capitaux dépensés à l'étranger auront-ils sur notre taux de change, sur l'inflation et sur notre taux de chômage?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, nous essayons de trouver le meilleur moyen pour que l'industrie canadienne bénéficie le plus possible et le plus longtemps possible de cet achat. Pour le moment, je ne peux pas dire exactement de quel pourcentage il s'agira. On m'a demandé quels étaient nos objectifs. J'aimerais démarrer avec des profits industriels représentant environ 150 p. 100 du contrat. Nous choisirons entre les meilleures soumissions qui nous seront proposées, pour l'appareil qui répondra le mieux à nos besoins.